

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 29 mai au 3 juin 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
Fait marquant : l'<i>Institute for Fiscal Studies</i> (IFS) montre que les conditions de vie se sont faiblement améliorées au cours de la dernière décennie	2
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE.....	3
Actualités commerce & investissement	3
COMMERCE.....	3
Actualités financières.....	4
REGLEMENTATION FINANCIERE	4

Le chiffre de la semaine

Selon [Nationwide](#), les prix de l'immobilier ont cru de 0,4% au mois de mai, au-dessus du consensus (0,1%). Après deux mois consécutifs de baisse des prix, le marché montre des signes de résilience grâce au regain de revenu réel des ménages. En glissement annuel, les prix de l'immobilier sont en hausse de 1,3%.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,4%

Fait marquant : l'*Institute for Fiscal Studies* (IFS) montre que les conditions de vie se sont faiblement améliorées au cours de la dernière décennie

A l'approche des élections, l'[IFS](#) présente des chiffres soulignant la lente dynamique de croissance britannique depuis la crise financière de 2007-08.

- Entre 2009 et 2023, le revenu médian a augmenté de 5,9%. Si la tendance historique pré-2009 s'était poursuivie sur cette décennie, il aurait augmenté de 30%. En outre, le revenu des retraités a davantage crû que celui des actifs a (9,0% contre 5,5%).
- Sur cette même période, la croissance des revenus des ménages à hauts revenus a été plus faible que celle des personnes aux revenus moyens ou inférieurs. La croissance des revenus du dernier décile n'a été que de 1,5%.
- La pauvreté absolue a diminué de 21,3% en 2009 à 17,9% en 2023. Toutefois, cette baisse de 3,4 pp en treize ans est historiquement basse ; les treize années précédentes, la chute avait été de 16,2 pp. En revanche, une autre mesure de la pauvreté, le « manque matériel » (ou l'impossibilité pour certains ménages de se procurer certains biens) a cru depuis la pandémie et la crise énergétique.
- Depuis la crise financière, le taux d'emploi a cru de 2,1 pp et les salaires réels de 1,6%. En considérant les salaires après imposition, ils ont crû de 6,3% sur la période, indiquant une moindre charge fiscale en 2024.
- Auparavant l'un des pays développés à forte croissance des revenus (+41% entre 1995 et 2007), le Royaume-Uni n'a connu une croissance des revenus disponibles que de 6% entre 2007 et 2019. Si tous les pays développés ont connu un tel ralentissement, le Royaume-Uni a relativement sous-performé.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'indice **PMI manufacturier (final)** a atteint **51,2 au mois de mai**. Selon les directeurs d'achat, le secteur manufacturier britannique retrouverait une dynamique positive, le PMI atteignant 51,2 en mai (son niveau le plus élevé depuis juillet 2022). La production a augmenté dans tous les sous-secteurs et catégories, soutenue par une amélioration des nouvelles commandes et de meilleures conditions de marché. L'optimisme des entreprises a atteint son plus haut niveau depuis 27 mois, avec 63% des entreprises s'attendant à une hausse de la production dans l'année à venir. Cependant, les commandes à l'exportation ont chuté pour le vingt-huitième mois consécutif, en raison de la diminution des nouvelles commandes de partenaires commerciaux comme les États-Unis, l'UE (notamment l'Allemagne et la Pologne) et le Moyen-Orient.

Les approbations de prêts hypothécaires en avril n'ont que peu baissé par rapport au pic de mars, selon la Banque d'Angleterre. Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 61 100 en avril (après 61 300 en mars). À l'inverse, les approbations nettes de réhypothèques ont diminué de 33 500 à 29 900 sur la même période. En avril, les particuliers ont emprunté, en net, 2,4 Md£ de dettes hypothécaires, contre 0,5 Md£ en mars.

Les crédits à la consommation ont diminué en avril, selon la Banque d'Angleterre. Les emprunts nets de crédit à la consommation ont diminué, passant de 1,4 Md£ en mars à 0,7 Md£ en avril. Cela s'explique par la baisse des emprunts nets via les cartes de crédit, qui sont passés de 0,7 Md£ à 0,2 Md£ en avril, et par la baisse des emprunts nets via d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles, ...), qui ont chuté de 0,8 Md£ à 0,5 Md£ sur la même période.

Actualités commerce & investissement

Commerce

Contrairement aux craintes du milieu agricole britannique, les accords de libre-échange conclus avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne se sont pas traduits par une hausse massive des importations de viande bovine et ovine. En raison d'une utilisation partielle des quotas d'exportation accordés aux partenaires du Royaume-Uni, le **marché** britannique a, pour l'heure, n'a pas connu d'afflux massif de produits australiens et néo-zélandais. La filière demeure néanmoins préoccupée par les effets à plus long terme de ces accords, et notamment des termes de négociation qu'ils ancrent dans la perspective de futurs accords commerciaux avec d'autres pays.

Selon les analystes politiques, parti travailliste comme parti conservateur se refusent à faire du Brexit, et plus largement, de la politique commerciale un thème de campagne à l'approche des élections générales. Alors que le renforcement de la relation commerciale avec l'Union européenne permettrait de limiter les frictions à la frontière britannique, le parti travailliste se [limite](#) pour l'instant à proposer un accord vétérinaire et rappelle ses [lignes](#) rouges vis-à-vis de l'UE (pas d'union douanière, pas de libre circulation et pas de marché unique). Selon les analystes politiques, le Labour demeurerait évasif sur ses intentions de rejoindre le programme Erasmus et, plus largement, sur l'ambition qu'il souhaite donner à la relation commerciale avec l'UE à l'avenir, pour des [raisons électorales](#). Comme le souligne le think tank spécialisé *UK Trade policy observatory* ([UKTPO](#)), la politique commerciale devrait avoir une acuité toute particulière au Royaume-Uni au regard de l'ampleur de l'ouverture commerciale du pays. UKTPO préconise, entre autres, de publier une stratégie commerciale, de redonner davantage de pouvoir au Parlement sur ces questions ainsi que de rejoindre l'accord d'appel provisoire multipartite de l'OMC (MPIA).

Selon un rapport produit par des chercheurs des Universités d'Oxford et de Nottingham, les efforts du Royaume-Uni pour combattre l'esclavage moderne au travers de la politique commerciale et d'investissement sont insuffisants. [L'étude](#) met en avant le manque de cohérence et d'ambition des accords commerciaux et des traités d'investissement qui lient le Royaume-Uni avec les pays de la région Indopacifique en matière de lutte contre le travail forcé et l'esclavage moderne. Les [chercheurs](#) recommandent d'adopter une approche systémique et juridiquement contraignante, suffisamment flexible pour s'adapter aux situations très variables dans la région de l'Asie du Sud-est, retenue pour l'étude.

Actualités financières

Règlementation financière

Le HMT [met en pause](#) la réforme du cadre réglementaire régissant le négoce de produits dérivés sur les matières premières. La FCA a mené en décembre 2023 une consultation qui comprenait une réforme des modalités permettant aux entreprises dont le *trading* sur dérivés matières premières est une activité auxiliaire d'être exemptées de l'application de ce régime. Les entreprises dont l'activité principale n'est pas le *trading* de produits dérivés sur matières premières peuvent en effet être exemptées de l'application du régime réglementaire dédié, qui s'applique aux sociétés d'investissement dont c'est l'activité principale. Les réponses à cette consultation (clôturée en février) ont révélé une inquiétude de la place quant à la mise en place par la FCA d'une nouvelle approche pour déterminer si une entreprise doit ou non demander un agrément auprès de l'autorité pour négocier ces instruments. A la lumière de ces réponses, le HMT a décidé de mettre en pause ces réformes et de décaler l'entrée en vigueur d'un nouveau régime au 1^{er} janvier 2027, donnant davantage de temps à la FCA, chargée de son élaboration.

La commission de la régulation des services financiers de la Chambre des Lords [publie](#) une synthèse des reproches faits à la FCA dans le cadre de sa consultation sur les règles « *name and shame* ». En particulier, les membres de la commission s'accordent sur le fait que l'approche retenue par la FCA diffère de celle des régulateurs dans d'autres juridictions. Ils soulignent également que si les conditions dans lesquelles le nom de l'entreprise faisant l'objet d'une enquête peut être rendu public sont trop lâches, cela pourrait conduire à une perte de confiance des investisseurs dans le secteur financier britannique. Selon la commission, la FCA devrait prioriser la réduction du temps que prennent ses enquêtes (qui peuvent prendre plusieurs années), car même si elles n'aboutissent à aucune sanction, elles représentent un passif réputationnel pour les entreprises visées. Ses membres insistent également sur le fait que la FCA dispose déjà des pouvoirs lui permettant de rendre publiques, dans des circonstances exceptionnelles, des informations relatives à des enquêtes en cours.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr